

# LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

RÉDACTION et ADMINISTRATION  
8, rue du XXI<sup>e</sup> Décembre - Genève  
Téléphone 14.05

Rédacteur en chef : D<sup>r</sup> Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an  
Autres pays. 8 fr. —

## La revanche de la Serbie

Le 7 mai 1919 restera une date mémorable dans l'histoire de notre peuple. Ce jour-là, les représentants de la petite Serbie, unis aux délégués des autres pays alliés, se sont rencontrés avec les Allemands pour leur communiquer les conditions de la paix. La part prise par l'armée serbe dans la guerre, donne bien le droit à notre peuple de participer aussi, dans la mesure correspondante, aux honneurs de la victoire. L'armée serbe et les divisions de volontaires serbo-croato-slovènes se sont battues contre les Allemands sur tous les fronts alliés. Leur héroïsme a été bien récompensé par la victoire finale remportée aussitôt après l'écroulement du front d'Orient, écroulement dû principalement aux actions valeureuses des troupes serbes. De même que les soldats serbes se sont battus loyalement et honnêtement, de même les représentants politiques de notre nation ont gardé une attitude pleine de dignité lors de ce premier contact avec les ennemis battus. La brillante revanche de la petite Serbie sur la puissante Allemagne, n'a été troublée par aucun geste impulsif.

Notre joie de voir les Allemands, d'habitude si arrogants et si pleins de morgue, avouer leur impuissance militaire et accéder en principe aux conditions dictées par les Alliés est d'autant plus grande que nous ne sommes plus la petite Serbie de 1908, de 1912-1913 ou de 1914, mais bien le royaume uni de tous les Serbes, Croates et Slovènes. L'acte de la paix soumis aux plénipotentiaires allemands, est signé par les délégués de Sa Majesté Pierre I<sup>er</sup> roi des Serbes, Croates et Slovène. En nous présentant devant les Allemands pour leur dicter nos conditions, nous nous sommes présentés comme nation unie des Serbes, Croates et Slovènes.

Cette reconnaissance un peu tardive de notre Royaume n'en sera pas moins accueillie par tout notre peuple par les applaudissements les plus chaleureux. Les Allemands ont trouvé devant eux, non seulement les Serbes de Serbie, mais aussi les fils des peuples qui par leur propre effort et grâce aussi à la victoire alliée, ont réussi à s'affranchir de la domination germano-magyare.

L'Autriche-Hongrie n'existe plus, mais l'auteur principal de la guerre, l'Empire allemand, est bien là pour supporter les conséquences de ses crimes prémédités. Le spectacle impressionnant du 7 mai a sans doute évoqué chez les Allemands le souvenir de ces douze jours de 1914 que M. Brockdorff-Rantzau a cru utile de rappeler pour démontrer que l'Allemagne ne niait pas sa culpabilité. Et nous, Serbes, en voyant les Allemands si humbles, si pleins de soumission, nous pensions à ces 48 heures du mois de juillet 1914 dans lesquelles le gouvernement austro-hongrois réclamait la soumission absolue de la Serbie devant les exigences inouïes de l'Autriche. Le 23 juillet, le ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade, comte Giesl de Gieslingen, remettait au gouvernement serbe l'ultimatum autrichien. Le 25 juillet à 5 heures et demie, le ministre-président Pachitch portait personnellement la réponse serbe à la légation d'Autriche-Hongrie, réponse satisfaisante et qui donnait pleine satisfaction aux exorbitantes exigences autrichiennes. A peine rentré au ministère, M. Pachitch recevait une lettre du ministre d'Autriche dans laquelle celui-ci l'informait que le gouvernement austro-hongrois ne considérait pas la réponse serbe comme satisfaisante et qu'il rompait les relations diplomatiques avec

la Serbie. Une demi-heure plus tard, le ministre autrichien quittait, en effet, Belgrade et se rendait à Semlin d'où il informait son gouvernement de la réponse de M. Pachitch ainsi que de son départ de Belgrade. Tout cela était combiné et organisé selon les instructions de l'Allemagne qui tenait les fils du complot dans ses mains et qui repoussait toute médiation auprès du gouvernement austro-hongrois. La guerre devenait ainsi inévitable, et c'est précisément ce que l'on voulait à Berlin.

Aujourd'hui, les délégués du gouvernement de Berlin ont pu constater à Versailles que le monde possédait un souvenir tout à fait frais du grand crime allemand.

Le peuple français a eu l'une des plus belles revanches que l'on puisse imaginer. La paix de Versailles de 1871 sera remplacée par la paix de Versailles de 1919, mais, comme M. Clemenceau l'a bien souligné, les puissances alliées prendront les mesures nécessaires pour que cette seconde paix de Versailles, si chèrement payée, ne soit pas troublée par de nouvelles agressions. La Serbie, elle aussi, a sa revanche, qui n'est cependant pas complète, car les Autrichiens, les Magyars et les Bulgares ne sont pas encore venus à Versailles. Mais leur arrivée est prochaine, et le triomphe du peuple martyr de Serbie sur les agresseurs inaugurerait une nouvelle époque de l'histoire des Balkans. Puissent seulement les Alliés tenir ferme devant les exigences des impérialistes italiens et conserver à la victoire son pur caractère de revanche du Droit sur la Force, de la Justice sur le Crime!

L. M.

## La réhabilitation de la Serbie

Une erreur très fâcheuse a été commise par la plupart des journaux français et britanniques dans la reproduction du discours du comte Brockdorff-Rantzau. Parlant des causes de la guerre, M. Rantzau a déclaré textuellement ceci : « Niemand von uns wird behaupten dass usw... » c'est-à-dire : « Personne d'entre nous ne prétendra que le déchaînement de la catastrophe date de l'instant fatal où l'héritier du trône austro-hongrois est tombé sous le coup d'un attentat. » Les journaux français, à l'exception du Temps pourtant, ont donné la version tout à fait contraire de ce passage important : « Personne d'entre nous ne voudra contester que le déchaînement de la catastrophe ne date de l'instant fatal, etc. » Cette erreur a été aussitôt constatée par notre propre rédacteur qui avait assisté à la réunion du « Trianon-Palace » à Versailles, et dont le rapport était conforme au texte authentique, mais malheureusement elle a eu le temps de faire le tour du monde et d'alimenter pour la dernière fois le mensonge des chancelleries de Vienne et Berlin sur la Serbie comme provocatrice de la guerre.

La déclaration du chef de la délégation allemande, malgré les restrictions qui l'accompagnent, constitue l'aveu officiel de l'Allemagne de l'innocence serbe. Cet aveu, après la publication de nombreux documents authentiques établissant la préméditation austro-allemande, ne nous apprend rien de nouveau mais il faut bien l'enregistrer et le souligner comme la réhabilitation intégrale de la Serbie. Au moment où la Conférence, après avoir reconnu de fait notre union nationale, procède à l'établissement des sanctions et des réparations dues à notre peuple, cette réhabilitation formelle était nécessaire. Elle termine le débat sur la position de la Serbie dans le conflit mondial.

## Un coup qui a mal porté

En quittant Paris au moment où étaient appelés à Versailles les plénipotentiaires allemands, M. Orlando a certainement cru que l'attitude passive de l'Italie paralyserait les travaux de la Conférence et contraindrait les Alliés à faire droit aux exigences italiennes. Cet espoir lui a paru d'autant plus justifié qu'enervés par la longue durée des délibérations les peuples s'impatientent et exigent la liquidation de la guerre, fût-ce même au prix de certaines injustices. Les Italiens ont voulu tirer parti de cette disposition des peuples. Ils ont mal calculé. La Conférence de Paris n'a pas cru nécessaire de suspendre ses travaux à cause de l'absence des délégués italiens. Elle a poursuivi ses délibérations ce qui n'a certainement pas dû remplir de joie MM. Orlando et d'Annunzio.

On affirme que les Italiens sont de fins politiques, qui, malgré certaines gaffes rententissantes, réussissent toujours à retrouver leur équilibre. Dans son discours à la chambre italienne, M. Orlando n'a pas brûlé tous les ponts et il est à espérer qu'après sa petite comédie jouée avec une maestria incontestable, les délégués italiens — peut-être avec quelques changements de personnes — retourneront à Paris. On trouvera quelques formules plus ou moins heureuses que le bon peuple italien avalera et nous verrons peut-être un renouvellement de l'enthousiasme pour Wilson. On changera quelques noms de rues et tout se passera pour le mieux. Tous les délire italiens finissent de la sorte.

Certaines déceptions ne manqueront cependant pas aux Italiens de nouveau installés à l'hôtel Edouard VII. La première sera que la représentation de notre pays ne sera plus celle de la Serbie, mais du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. M. Orlando ou son héritier devront apposer leur signature à côté de celle des « ennemis » Croates et Slovènes. Ce sera un des gains du petit voyage triomphal à Rome.

Il y a d'autres déceptions qui succéderont à celle-là. Les Italiens verront que leur vérité et leur justice dont ils sont si persuadés sont tout autrement envisagées dans le monde qu'ils ne le croyaient. Quelques articles de journaux sympathiques à outrance aux Italiens ne signifient pas encore que justes soient leurs revendications. Toute l'opinion publique avancée, délivrée enfin des formules dont se nourrissait le Congrès de Vienne, désapprouve les prétentions italiennes dans lesquelles elle voit l'atteinte la plus grave à l'esprit qui a créé l'Italie et à l'idée que ses meilleurs fils ont défendue avec tant d'enthousiasme et d'idéalisme.

La France et l'Angleterre, qui montrent tant de bonne volonté à exécuter ce qu'elles ont signé, sont catégoriques à l'endroit de Fiume, bien que M. Orlando ait touché jusqu'aux larmes son auditoire de Montecitorio en exaltant l'italianissima. Si ces deux signataires du pacte de Londres acquiescent à l'abandon d'une partie de la Dalmatie à l'Italie, ils ne le font pas parce qu'ils sont convaincus de la justesse des prétentions italiennes, mais parce qu'ils ont signé. Ce fait en lui-même en dit assez. Cette signature, extorquée à un moment difficile, reste toujours une dette d'honneur, mais une dette dont il est malaisé de s'acquitter sans se rendre coupable envers le sentiment le plus élémentaire de justice. La France et l'Angleterre, tout en se trouvant donc dans une impasse, grâce à l'intransigeance de l'Italie, sont quand même dans une bonne situation, car elles ont à leurs côtés l'Amérique, qui, libre de tout engagement, est là pour veiller à ce qu'aucune atteinte ne soit portée au sentiment de justice des peuples.

Il est évident, maintenant que certains détails ont été rendus publics, que les délégués italiens étaient très bien renseignés sur les idées de M. Wilson et que sa déclaration même, qui avait soi-disant déterminé M. Orlando à entreprendre son voyage burlesque, était connue de tous ces messieurs. M. Orlando a cru simplement que le président Wilson n'oserait pas. Et pourtant celui-ci a osé, ce qui montre clairement sa détermination résolue, inébranlable. M. Orlando a recouru au

chantage pour fléchir la volonté de M. Wilson, mais tout porte à croire qu'il n'y a pas réussi et qu'il n'y réussira pas. Car le président Wilson n'est pas seulement un idéaliste qui a en vue le bien-être des peuples et leur progrès futur, mais il est également un politicien qui s'est rendu compte clairement de certaines réalités accessibles à la compréhension de tous ceux qui veulent comprendre. Aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement de régler les choses selon les principes de justice, mais également de poser les bases d'une paix durable et stable. Si l'Europe laisse les Italiens s'assurer des frontières stratégiques sur notre sol et aux dépens de notre peuple, on se trompe si l'on croit que la paix future en sera assurée. Les Italiens seront les premiers à se convaincre que les frontières stratégiques au milieu d'un peuple hostile ne valent pas grand-chose. M. Wilson a certainement compris que notre peuple, après ce qu'il a fait jusqu'à présent, n'est pas de ceux qui s'accrochent facilement des injustices commises envers eux. Il sait très bien que nous avons supporté cinq siècles d'horrible domination étrangère sans perdre un seul instant l'espoir d'une résurrection. Il a constaté notre vitalité que n'ont pu supprimer ni les gibets, ni la prison. En s'opposant aux exorbitantes prétentions italiennes, folies nées du délire de mégalomanie, Wilson se montre plus grand ami des Italiens que ne le sont Orlando et consorts. Il veut ouvrir à l'Italie des horizons de bonheur et de bien-être, au lieu de nouvelles batailles et peut-être de nouveaux Caporetto, où les troupes anglo-françaises n'interviendraient plus.

M. Orlando et son successeur éventuel doivent prendre note de cette situation et essayer de concilier leur patriotisme exalté avec les réalités et le droit à la vie des autres peuples, qui ne sont pas moins dignes de jouir d'une place au soleil que les Italiens. Des sorties drôlatiques comme la dernière ne sont pas de nature à faire avancer les choses.

SYRMICUS.

## Conférence de la paix

Onzième lettre

Paris, 22 avril.

La semaine dernière n'a pas avancé l'heure de la paix, mais elle ne s'est pas passée non plus sans qu'on arrive à quelques résultats positifs, aussi bien dans le domaine de la politique générale que dans la question qui nous concerne directement, c'est-à-dire la question adriatique.

Le fait saillant de la semaine, après la convocation des délégués allemands, fut l'annonce d'un rapprochement politique concret entre le bloc anglo-saxon, l'Amérique et la Grande-Bretagne, et la France. Déjà dès le début de la Conférence, on avait pu constater que l'Amérique et la Grande-Bretagne étaient tombées d'accord sur la manière d'envisager les grands problèmes de la politique mondiale. Ceux qui escomptaient une rivalité politique entre l'Angleterre et les Etats-Unis furent promptement déçus. Il est vrai qu'après l'écrasement de l'Allemagne, la Grande-Bretagne s'est trouvée en présence de la puissance mondiale autrement redoutable qu'est l'Amérique, en sorte que l'hypothèse d'une rivalité et même d'un conflit anglo-américain ne paraissait pas n'appartenir qu'au domaine de l'imagination. On oubliait cependant que la politique de la Grande-Bretagne n'avait jamais été agressive, et qu'avant de penser à un conflit armé quelconque, la diplomatie britannique s'ingéniait à trouver des arrangements amicaux et des compromis. « Ceux qui ont suivi la politique de la Grande-Bretagne, nous disait un diplomate anglais, se rappelleront sans aucun doute quelle fut l'attitude de l'Angleterre à l'égard de l'Allemagne, car elle donne une idée de nos méthodes et de nos buts. Nous avons facilité, en 1909, la solution de la crise bosniaque pour éviter la guerre générale. Nous avons rendu possible l'accord franco-allemand en 1911, au sujet du Maroc, pour éviter la guerre européenne. Nous nous sommes appliqués de toutes nos forces, en 1912-13, à empêcher que les guerres balkaniques n'allumassent le monde entier. En 1914, avant la guerre européenne, nous avons conclu des arrangements spéciaux avec l'Allemagne au sujet de la Perse, accordant ainsi au peuple allemand de grandes facilités pour son expansion politique et économique en Orient. C'est nous qui avons envoyé lord Haldane à Berlin pour négocier

une entente amicale avec le monde germanique. L'idée directrice de notre politique a toujours été la collaboration de tous les peuples civilisés pour le progrès de l'humanité. A l'Allemagne, nous cérons une large place au soleil. Mais, pour le malheur de l'humanité et du peuple allemand lui-même, les Allemands prétendaient non pas à la collaboration et à la participation dans cette œuvre civilisatrice, mais plutôt à la domination et à l'hégémonie absolue. Le germanisme voulait triompher des autres conceptions politiques et nationales. On pourrait encore le pardonner aux Allemands, s'ils n'avaient employé que des moyens pacifiques pour imposer au monde leurs méthodes, leurs systèmes et leur mentalité. Mais l'Allemagne a préféré le fer et le feu pour arriver plus sûrement à cette domination mondiale dont, sciemment ou inconsciemment, tout le peuple allemand rêvait. Alors, ce fut la guerre...

« A l'égard de l'Amérique, comme de la France, la Grande-Bretagne pratique une politique de solidarité mondiale. C'est pourquoi nous acceptons, sans aucune arrière-pensée, de partager loyalement avec les Américains le pouvoir et la responsabilité dans le monde. Telle est la synthèse de notre accord, plutôt tacite, avec les Etats-Unis. »

En réalité, la Grande-Bretagne et l'Amérique marchent de pair. L'Empire britannique est tellement vaste qu'un accroissement territorial n'exerce sur les Anglais aucune attraction particulière. D'autre part, la Grande-Bretagne possède un intérêt vital à voir ses nombreuses dépendances en complète sécurité, et, cette sécurité, rien d'autre ne pouvait la lui fournir qu'une entente cordiale avec la puissante Amérique. Avant de se rendre à Paris, les hommes d'Etat britanniques et ceux de Washington se sont donc concertés au sujet des principaux problèmes de la paix. On n'a pas tardé à le constater à Paris. Dans toutes les questions importantes, politiques, économiques ou financières, c'est tantôt la délégation britannique qui s'associe au point de vue américain, tantôt la délégation américaine qui accepte le point de vue britannique. Cet accord entre les puissances anglo-saxonnes aurait été réalisé, selon le dire des milieux américains, sur la base de la Ligue des Nations, en sorte que, pour l'Amérique, la Ligue ne serait que le cadre, la formule par laquelle l'influence américaine se ferait sentir, tandis que, pour la Grande-Bretagne, la Ligue aurait plutôt la signification d'une réassurance contre toute atteinte aux possessions britanniques. La plupart des mandats délivrés au nom de la Ligue seront conférés par conséquent au gouvernement américain désireux de se lancer activement dans la politique mondiale.

La probabilité d'une entente particulière entre les deux puissances extra-européennes a produit de l'inquiétude sur le continent. La France s'est aussitôt rapprochée davantage encore de l'Italie, afin d'avoir tout près d'elle une alliée dans le cas d'une nouvelle agression allemande. Mais la combinaison du bloc latin, proclamée si haut par les Italiens, était par trop fragile et par trop étroite pour servir de base à une politique de grand style. La France n'avait aucun intérêt à s'éloigner de ceux avec lesquels elle a gagné la guerre, et, quant à l'Angleterre et à l'Amérique, elles ne considéraient leur accord propre que comme le prélude d'autres combinaisons plus larges dont la France ferait aussi partie. Les conversations engagées dans ce sens semblent bien avoir abouti à des résultats heureux, et les journaux américains parlent déjà d'une alliance plus ou moins formelle entre l'Amérique, la France et la Grande-Bretagne. On ne sait rien de précis à ce sujet, mais il est certain qu'une telle alliance, tout en donnant à la France la sécurité désirée, finirait par mettre l'Italie dans l'impossibilité de continuer son petit jeu au moyen d'un bloc latin qu'elle voulait artificiellement opposer aux Slaves. Et la France ne sera pas obligée de soutenir à tout prix les extravagantes prétentions italiennes. Mais, pour le moment, ce ne sont que des combinaisons dont on ne sait rien de positif. Il ne faut pas non plus oublier que de telles combinaisons peuvent nuire à la Ligue des nations.

Quant à notre question nationale, on a pu enfin, après beaucoup de tergiversations, y voir clair et constater que l'Amérique, tout en ayant des sympathies pour l'Italie, ne veut et ne peut pas accepter le programme impérialiste du gouvernement italien. Un des 14 points du programme Wilson stipule que l'ajustement des frontières de l'Italie devra être effectué selon les lignes de nationalité clairement reconnaissables. Invité à se prononcer au sujet de ce programme, le gouvernement italien n'avait fait en son temps aucune réserve, en sorte que le président Wilson estime avec raison que l'Italie a souscrit à ses principes dont il ne veut pas se départir pour ne pas compromettre l'autorité morale de son pays. Le duo Orlando-Sonnino insiste cependant sur l'application du traité de Londres, et fait savoir que le gouvernement italien ne signera pas la paix avec l'Allemagne si le traité de Londres, avec Fiume en plus, n'est pas exécuté. Le pacte du 4 septembre 1914, signé plus tard par l'Italie, ne permet pas à l'Angleterre et à la France de conclure la paix avec l'Allemagne sans l'Italie. On se trouve ainsi en présence d'une situation où le chantage joue un rôle prépondérant.

M. Wilson a prié les puissances signataires du traité de Londres d'amener la délégation italienne à la modération. Des pourparlers sont en cours, mais jusqu'à présent sans succès aucun. Insuffisamment renseignée, l'opinion publique française accueille avec plus de sympathie les revendications italiennes que celles de notre peuple. Nous nous trouvons dans une situation difficile, car, même si on arrive à une solution acceptable de la question de Fiume, on n'aura pas résolu le problème de l'Istrie, de Gorica et de Trieste, qui constitue l'ensemble de la question adriatique, sans parler de celui de la Dalmatie que les Italiens, dans un aveuglement inconcevable, réclament également pour eux, malgré la volonté expresse de la population dalmate de n'accepter en aucun cas le joug de la Venise moderne.

L'anxiété est grande dans nos milieux et tous les regards sont tournés vers la place des Etats-Unis, vers le président Wilson.

P. CHENET.

## Le tournoi Wilson-Orlando

Ce ne fut pas un véritable tournoi, l'un des partenaires ayant jugé plus simple d'abandonner le combat après les premiers coups échangés, mais l'escarmouche n'en reste pas moins intéressante et, puisque la question adriatique est toujours brûlante, il n'est pas inutile d'examiner de près les positions prises et de rechercher les points de contact éventuels. Nous ne suivons pas cependant l'exemple du *Temps* qui, dans son éditorial du 29 avril, n'a pas fait preuve d'une logique rigoureuse. Nous n'avons rien à objecter lorsque des publicistes de bonne foi se prononcent contre nos revendications. Chacun a bien le droit de juger à sa manière des faits politiques qui l'intéressent. Notre surprise ne commence qu'au moment où nous voyons des faits notoires interprétés avec une logique tortueuse, et c'est précisément le reproche que nous devons adresser au *Temps*.

Le président Wilson avait déclaré au point 9 de son programme que les frontières italiennes devaient être tracées selon des lignes de nationalité « clairement reconnaissables », et voici que le *Temps* estime que l'attribution de Fiume à l'Italie serait conforme au principe wilsonien, parce que « la population actuelle de Fiume présente dans sa très grande majorité les signes les plus reconnaissables de la nationalité italienne ». Or, même en faisant abstraction de l'inexactitude de cette affirmation, la majorité italienne se limitant strictement à Fiume-ville et non pas à toute l'agglomération urbaine, on peut s'étonner de la légèreté avec laquelle le *Temps* manie les principes de Wilson.

Notre grand confrère semble oublier que le président Wilson a déjà eu la prudence d'écarter une interprétation aussi erronée de son idée, en déclarant à Rome, lors de sa dernière visite, qu'il espérait bien que l'Italie ne demanderait pas New-York, qui serait une grande cité italienne si l'on en

jugeait d'après le nombre d'immigrés italiens qui s'y sont établis.

En examinant la déclaration de M. Wilson et la réponse de M. Orlando, on constate quelques faits intéressants. Tout d'abord, M. Orlando déclare que, dans ses conversations avec M. Wilson, il ne s'est jamais appuyé sur l'autorité formelle d'un traité par lequel M. Wilson n'était pas lié, mais qu'il s'est toujours prévalu de la force de la raison et de la justice. Il est vrai cependant, et M. Orlando le reconnaît lui-même, qu'il entendait la raison et la justice à la manière italienne, de sorte qu'aucun rapprochement n'a pu être réalisé entre l'idéal américain et les convoitises italiennes. Le président Wilson reconnaît, d'autre part, que la vérité et la justice ne sont le monopole de personne, et il laisse au monde le soin de juger quelle conception répond le mieux au postulat objectif de justice, la conception wilsonienne ou bien celle de Sonnino-Orlando. Ce jugement cependant est porté et il n'est nullement en faveur de l'Italie.

Ce qui affaiblit considérablement la thèse italienne et ce qui prouve d'une façon décisive la faiblesse des arguments de la délégation italienne, c'est l'affirmation de M. Orlando que la Conférence a eu souvent l'occasion de changer de sentiment, lorsqu'il s'agissait de l'application des principes aux faits concrets. En conséquence, le ministre-président italien revendique aussi pour l'Italie cette possibilité d'adaptation qui a été accordée aux intérêts des autres puissances.

Cet argument peut avoir une certaine valeur diplomatique, mais il se retourne contre l'Italie parce qu'il démontre le vrai caractère impérialiste des revendications italiennes. M. Orlando vise tout particulièrement la Dalmatie et les îles dalmates que l'Italie réclame, malgré la volonté contraire et unanime de la population dal-

mate. Il voudrait que M. Wilson renonçât à ses principes dans le cas de la Dalmatie, comme il l'aurait fait, selon les Italiens, dans d'autres cas analogues que M. Orlando pourtant n'a pas spécifiés.

En ce qui concerne l'Istrie, M. Orlando accepte très habilement la proposition américaine et s'en montre très reconnaissant, à la condition toutefois que la frontière italienne englobe toute l'Istrie. En faisant cette proposition, le président a sacrifié déjà un grand nombre de Sudslaves par le tracé de la frontière italienne sur le versant des Alpes; mais cela ne suffit pas à M. Orlando, qui voudrait encore aller au delà.

Le passage le plus intéressant de la réponse de M. Orlando est celui qui se rapporte à Fiume. C'est là que le ministre-président italien se réclame des principes wilsoniens et invoque même la protection des petites communautés!

La déclaration de M. Orlando en réponse à celle de M. Wilson n'est pas aussi énergique que l'on pourrait croire. En la lisant attentivement, on constate que l'envie ne manque pas aux Italiens de s'arranger, mais, pour avoir une position plus sûre, ils ont préféré obtenir d'abord un vote de confiance du parlement et de l'opinion publique italiens. Tout dépend maintenant de Wilson et de sa fermeté. La résistance italienne sera définitivement brisée si le président Wilson se montre inexorable dans sa décision de ne signer qu'une paix vraiment juste. La cause de notre peuple se trouve ainsi dans les mains de Wilson et tout semble indiquer que nous possédons dans l'illustre président de la grande république américaine un grand protecteur qui sera en même temps le plus grand bienfaiteur de notre nation unie.

## Conférence de la paix

### Douzième lettre

Paris, 28 Avril. — Au moment où les Allemands annonçaient l'arrivée prochaine de leurs plénipotentiaires à Versailles, les délégués italiens quittaient Paris. D'après un communiqué officiel, M. Orlando avait adressé, le 23 avril au soir, à Monsieur Clemenceau et à M. Lloyd George, chefs des délégations française et britannique, une lettre, où il les informait qu'à la suite de la déclaration du Président Wilson, la délégation italienne avait décidé de quitter Paris le 24, à 17 heures. Au geste du président Wilson, les Italiens ont répondu par un geste à eux. Ils ont pris le train de Rome.

La surprise a été tellement énorme que le public, trompé par les commentaires optimistes de quelques journaux désorientés, n'a pas encore saisi le véritable caractère de la décision italienne. C'est pourquoi on lit dans la presse française une foule de détails sur le départ un peu burlesque des délégués italiens, mais à très peu d'exceptions près, on n'y trouve pas d'appréciation objective.

Les journaux britanniques et américains se montrent beaucoup plus indépendants et leurs commentaires sont en général très défavorables pour les Italiens. Sans prendre parti pour l'Italie ou l'Amérique, les milieux anglo-américains estiment que le départ des Italiens est en soi-même un acte irréfléchi et ce jugement est encore corroboré par la façon puérile dont il a été effectué.

Selon leur habitude, les Italiens ont essayé, par une manœuvre aussi habile qu'inefficace, de détourner l'attention du public et du peuple italien de l'essence même de la question. En effet, dans sa

### FEUILLETON

## M<sup>gr</sup> STROSSMAYER

### Notes de voyage à Diakovo

en mai 1879

par

Edouard MARBEAU

M. E. Marbeau vient de nous adresser la note publiée par lui dans la *Revue de France* (livraison du 1<sup>er</sup> août 1880), après un voyage à Diakovo où il a eu l'occasion de visiter Mgr Strossmayer. Il n'est pas sans intérêt d'en communiquer quelques passages à nos lecteurs :

En allant de Budapest en Bosnie, j'ai tenu à m'arrêter à Diakovo, village de Slavonie. Diakovo est la résidence de Mgr Strossmayer, ce prélat que les Slaves du Sud vénèrent comme le patriote qui, depuis trente ans, a le plus fait pour la reconstitution de leur nationalité.

Une nuit suffit pour descendre le Danube jusqu'au confluent de la Drave. Là on change de bateau pour remonter cette rivière jusqu'à Essek, où l'on trouve à louer une voiture qui, en moins de quatre heures, nous conduit au village de Diakovo. Une longue route traverse la plaine et conduit au bourrelet formant la ligne de partage entre les eaux de la Drave et celles de la Save, les deux limites de la Croatie et de la Slavonie. Ce renflement forme au milieu de ces provinces comme une longue arête en déclivité vers le Danube. Arrivé sur ce plateau, on voit se dresser dans le lointain, au

milieu des massifs d'arbres des parcs, deux flèches auxquelles la brique donne des tons rosés. C'est la cathédrale du petit village de Diakovo.

Il y a dix ans, Mgr Strossmayer n'était guère connu que de ceux qui avaient suivi le réveil soudain des peuples de race slave au Sud de la Hongrie et dans la péninsule des Balkans (Yougoslaves, Slaves du Midi). On ne pouvait manquer d'être frappé du rôle considérable joué par ce prélat qui, sorti d'une famille pauvre d'Essek, dut à ses seuls mérites le titre de chapelain impérial et la fonction de directeur de l'Académie religieuse de Vienne (Augustineum), devint à trente-cinq ans évêque de Diakovo et acquit bientôt une popularité si grande que les orthodoxes eux-mêmes le regardaient comme le premier fils de la nation slave (*Prvi sin naroda*).

Il se révèle à la vie publique aux assises nationales (*Vers-tärker Reichsrath*, Conseil renforcé) que François-Joseph convoque en 1860, à la suite de la guerre d'Italie, en vue de donner une constitution qui rétablisse l'harmonie entre les diverses parties de la monarchie. Par son savoir et son éloquence, il se fait une place en vue dans cette assemblée. En 1861, lorsque se réunit la diète croate pour poser les bases des rapports constitutionnels qui devaient unir de nouveau la Croatie et la Hongrie, l'ardent évêque se met à la tête de l'opposition et revendique, au nom du droit historique, la liberté, l'autonomie et l'intégrité de la Croatie. Il déclare que l'Autriche ne pourrait se réorganiser d'une manière durable que sur la base d'une complète *fédération assurant à chaque peuple des droits égaux*, et que la Hongrie ne saurait réussir dans la question d'Orient que par l'intermédiaire d'une fédération des Slaves méridionaux.

Son autorité diocésaine comprenait, en fait, les Slaves de Syrmie qui dépendent de la monarchie austro-hongroise et, nominalement, ceux du vilayet de Bosnie; il était, de plus,

administrateur apostolique des évêchés de Belgrade et de Smédérévo (Semendria), en Serbie. A ces titres, il pouvait non seulement parler au nom des Croates, mais réclamer pour tous ses compatriotes, catholiques ou orthodoxes, la restauration de leur nationalité.

En 1867, lors du compromis austro-hongrois (*Ausgleich*), quand on dut discuter, dans la diète croate, le traité entre la Hongrie et la Croatie, l'autorité acquise par Mgr Strossmayer pouvait être un obstacle à une entente sur les bases que le gouvernement de Vienne avait consenties. Aussi l'empereur l'invita-t-il à s'éloigner de son diocèse pour un temps.

Depuis, son rôle politique fut très effacé. Il se produisit alors ce qui arrive souvent chez les peuples qui ont perdu leur nationalité dans un morcellement et dont la moindre revendication expose ceux qui la formulent à passer, aux yeux des autorités, pour agitateurs. Les évêques, gardiens suprêmes des intérêts moraux du peuple, peuvent seuls personifier la cause nationale et, si le gouvernement leur refuse la liberté de s'exprimer, ils savent toujours, par les écoles primaires, par les établissements d'enseignement supérieur, raviver les sentiments patriotiques, conserver l'idiome national et préparer ainsi le triomphe de ce que toutes les races opprimées appellent *la grande idée*.

Ce fut le programme que se traça l'évêque de Diakovo. La nomenclature des institutions qu'il a fondées serait trop longue; qu'il suffise de dire, pour l'enseignement élémentaire, que la proportion des enfants des deux sexes qui fréquentent les écoles dépasse celle obtenue dans certains de nos départements français. Développement de l'enseignement primaire, fondation de séminaires, création de sociétés savantes, publication de livres slaves, il mène tout de front. Malgré l'opposition du gouvernement autrichien, il est parvenu à fonder une académie slave à Agram. C'est encore en partie à ses libéra-

déclaration du 23 avril, le président Wilson a exposé le point de vue américain dans la question adriatique. Il l'a fait tranquillement, froidement, mais avec tous les ménagements possibles pour le peuple italien. Après avoir démontré que les revendications italiennes étaient incompatibles avec les 14 points de son programme, le président a fait appel à l'esprit de justice du peuple italien pour qu'il ne donne pas la préférence à l'intérêt sur la justice.

Qu'ont fait cependant les délégués italiens ? Ils ne sont pas partis pour l'Italie dans le but d'expliquer au peuple la pensée du président Wilson. Ils n'ont pas essayé non plus de prouver l'inexactitude ou bien l'inopportunité des vues américaines. M. Orlando et ses amis se sont cramponnés à la question formelle que personne ne mettait en doute et qui, au fond, ne regarde que les Italiens. Si, dans sa déclaration, M. Wilson s'adresse au peuple italien et non pas au gouvernement, il ne fait que suivre ainsi sa pratique habituelle qui consiste à assurer les intérêts des peuples et non pas ceux des gouvernements ou bien de groupements politiques quelconques. M. Wilson ne conteste pas du tout l'autorité et la compétence des délégués italiens et il doit être bien étonné de la tentative italienne de déplacer le problème sur ce terrain-là.

La conduite des délégués italiens produira, en fait, des résultats bien étranges. Après des *dimostrazioni* que des metteurs en scène aussi habiles que d'Annunzio ou son concurrent, Sem Benelli, sauront arranger à merveille, après des votes de confiance à l'unanimité par un parlement composé en majeure partie de giolittiens, de ceux-mêmes qui, en 1915, quelques jours seulement avant l'intervention italienne, avaient fait remettre leurs cartes à Giolitti pour lui exprimer leur confiance absolue, qui votèrent dans la suite contre Giolitti et pour la guerre, et qui ne voient aucun inconvénient de répéter aujourd'hui le même procédé en signant des adresses commandées en faveur du programme impérialiste de Sonnino, après toute cette *montatura* savamment organisée, MM. Orlando et Sonnino rentreront probablement à Paris. Mais cela n'avancera pas beaucoup la question adriatique, car les raisons invoquées par Wilson contre la possession italienne de la Dalmatie, des îles et de Fiume restent pleinement en vigueur, même après le vote du parlement italien. On ne voit pas, en effet, pourquoi le président Wilson se sentirait obligé, après un vote arrangé du parlement italien, d'abandonner ses principes et de consacrer par sa signature une paix injuste et portant une grave atteinte au droit le plus sacré qu'à chaque peuple de disposer de son sort. M. Orlando n'ayant pu convertir le président des Etats-Unis, il est bien téméraire de supposer que le *populus romanus* y arrivera plus facilement. Si la cause italienne était juste, M. Orlando n'aurait pas dû quitter Paris sans avoir attendu de voir quel serait l'effet de sa réponse à la déclaration de M. Wilson.

Le président de la grande république américaine reste ferme dans sa décision. C'est ce qu'au nom du président, son secrétaire particulier a déclaré dans une communication faite à la presse et que seuls quelques journaux ont reproduite, entre autres le *Radical* du 25 avril. « Il n'était pas possible », dit le secrétaire de M. Wilson dans ce communiqué, « de faire droit aux revendications italiennes sans violer les principes des quatorze points soumis aux belligérants par le président et unanimement acceptés par eux ». A Washington, le secrétaire d'Etat Lane a fait une déclaration semblable, au nom du gouvernement américain, de sorte que l'Amérique garde invariablement son attitude.

Il n'est pas sans intérêt de citer l'opinion de la délégation américaine au sujet de l'issue probable du conflit italo-américain. Le secrétaire du président Wilson, dans la même déclaration rapportée ci-dessus, s'est exprimé ainsi : « Laissez-moi vous rappeler, pour vous donner une possibilité d'entrevoir l'avenir, que l'Italie dépend entièrement des Alliés, et surtout de l'Amérique, pour son ravitaillement et son équilibre financier. Or, l'Italie qui est un des peuples les plus sympathiques aux Etats-Unis, est aussi l'un des plus intelligents ».

D'après les nouvelles qui parviennent d'Italie, il ne semble pas cependant que ce jugement soit aussi justifié qu'on a bien voulu le croire dans les milieux américains.

Le départ des délégués italiens n'a toutefois, pas arrêté les travaux de la Conférence. La preuve en a été fournie aujourd'hui à la séance plénière qui a eu lieu sans les Italiens. Les correspondants italiens présents à la réunion d'aujourd'hui ont constaté, non sans aigreur, que, malgré les chaises vides de la délégation italienne, des décisions très importantes avaient été votées, entre autres tout le projet de la Ligue des

Nations avec quelques amendements complémentaires, qui fut accepté à l'unanimité. Malgré les objections des délégations japonaise et française, malgré les regrets des Belges à cause du choix de Genève comme siège de la Ligue, et surtout malgré la lecture des longues déclarations, que personne n'a comprises, des délégués du Panama, de l'Uruguay et du Honduras, au bout de deux heures de travail à peine, M. Clemenceau a pu déclarer, après s'être assuré que personne ne demandait la parole, que le projet de la Ligue des Nations était voté à l'unanimité. Et, pressée, la Conférence a immédiatement passé à l'examen des problèmes de la législation internationale ouvrière.

Le président Wilson a vaincu sur toute la ligne. C'est de bon augure pour nous.

#### Treizième lettre

Paris, 7 mai.

Pendant que les Allemands attendent, à Versailles la communication des conditions de paix alliées, la commission de rédaction du traité va au plus pressé pour mettre au point les diverses clauses du projet définitif. On a toutes les raisons de croire que ce travail sera terminé au cours de cette semaine et que vendredi ou samedi une séance plénière pourra être convoquée, en présence des délégués allemands. L'absence des Italiens a produit l'effet contraire à celui que l'on escomptait à Rome. Loin de retarder les travaux de la Conférence, le départ de M. Orlando et de ses amis les a plutôt avancés. On pouvait le constater aussi par le peu d'intérêt que l'on attachait ici au développement des événements en Italie. On était très optimiste, et l'issue des débats à la Chambre des députés italienne a pleinement justifié cet optimisme.

La situation de M. Orlando n'a pas du tout été facile à Rome. Le chef du gouvernement italien fut obligé d'avouer que l'Amérique lui avait fait savoir, déjà au mois de février, sa désapprobation formelle du programme impérialiste italien. En dépit de ce fait capital, le gouvernement italien a déployé une propagande intense entretenant le peuple italien dans l'illusion que les prétentions de l'Italie étaient non seulement légitimes en elles-mêmes, mais qu'elles étaient aussi approuvées en principe par les puissances alliées. Un tel manque de franchise envers son propre pays aurait coûté cher au chef de tout autre gouvernement, sauf de celui du Royaume d'Italie. Aucune voix ne s'éleva au parlement italien pour protester contre la manière légère dont le gouvernement avait influencé le public pendant les derniers quatre mois en créant artificiellement dans l'opinion publique des courants que personne à Paris ne pouvait prendre au sérieux. L'unanimité avec laquelle la majorité de la Chambre a exprimé sa confiance à MM. Orlando et Sonnino porte tous les signes d'un vote commandé et produit, par conséquent, aucun effet. D'autre part, il faut bien reconnaître que, malgré l'esprit souple de M. Orlando, ses révélations ont dû causer une grande déception aux impérialistes italiens.

Avec beaucoup de ménagements, M. Orlando a, en somme, confirmé que M. Wilson ne reconnaît aucunement la justesse des revendications italiennes, et quant à l'Angleterre et à la France, ces deux puissances signataires du traité de Londres, elles n'approuvent pas non plus le point de vue italien dans la question adriatique. Elles sont prêtes à remplir leurs obligations du traité de Londres, mais elle rejettent complètement le supplément de Fiume. Pour l'Italie, cependant, cela ne suffit pas parce que, si la Grande-Bretagne et la France consentent à exécuter le traité de Londres, l'Amérique n'y songe nullement, et sans l'Amérique point de paix, mais surtout point d'argent et point de vivres ! Le calcul italien de demander à la France et à l'Angleterre la Dalmatie, les îles et l'Istrie, en vertu du traité de Londres, et de réclamer en outre Fiume en vertu des principes wilsoniens, ce calcul puéril était condamné d'avance à un échec complet. Que la diplomatie italienne ait pu baser ses revendications sur des arguments aussi disparates, cela ne témoigne nullement de son habileté.

Ce qui a rendu la position de l'Italie encore plus faible, c'est le reproche adressé par le gouvernement italien aux gouvernements britannique et fran-

çais de manquer à leurs obligations du pacte du 4 septembre 1914, signé dans la suite aussi par l'Italie, et qui engageait les puissances signataires à ne conclure aucune paix séparée. A ce reproche, les deux gouvernements ont répondu, après examen attentif de la question, que ni l'esprit ni la lettre du dit pacte n'empêchaient la France et la Grande-Bretagne de signer la paix avec l'Allemagne dans un cas tel que celui-ci, où l'Italie, délibérément, se retire de la Conférence et empêche ainsi la conclusion de la paix générale. Le pacte du 4 septembre interdit la conclusion d'une paix séparée pendant la durée de la guerre. La guerre est terminée et il s'agit de déterminer les conditions de la paix. Aucune clause du pacte de Londres ne confère à un signataire le droit de *veto* absolu dans le cas où ses prétentions ne seraient pas reconnues. D'autre part, on a fait observer au gouvernement italien que c'est lui qui s'est départi du traité de Londres en réclamant Fiume qui ne lui appartient pas en vertu de ce traité. Cette question délicate a été traitée discrètement et le gouvernement italien s'est vu obligé de reconnaître que le dit reproche était bien injustifié !

Le moment critique pour la position de l'Italie est arrivé lorsque le Conseil des Trois a décidé de re-

mettre à l'Allemagne le projet de paix même sans la participation de l'Italie. On raconte que M. Crespi, le délégué suppléant italien, qui a assisté à la séance plénière secrète d'aujourd'hui, aurait protesté contre la décision des Trois de poursuivre les travaux de la Conférence sans l'Italie, mais sa protestation n'a pas eu de suite. Le président de la Conférence a répondu qu'une invitation a été adressée la veille au gouvernement italien avec la prière de vouloir bien assister à la remise solennelle du traité de paix aux plénipotentiaires allemands. L'invitation était motivée par le fait que l'Italie avait collaboré à l'élaboration des conditions de paix et que, par conséquent, on espérait bien la voir représentée à la cérémonie fixée pour le 8 mai. La teneur de cette invitation ne laissait point de doute que les autres puissances alliées étaient décidées à conclure la paix sans l'Italie. Placée ainsi dans l'alternative de choisir, la délégation italienne s'est prononcée pour le retour peu glorieux à Paris. Nous nous abstenons de tirer des conclusions quelconques de cette décision, mais nous voulons constater que les Italiens rentrent à Paris les mains vides. Le voyage à Rome a été parfaitement inutile.

POLITICUS.

## Les Allemands à Versailles

(De notre correspondant particulier)

Paris, 7 mai.

Une grande journée, celle d'aujourd'hui ; journée historique et mémorable dont le souvenir ne s'effacera jamais chez ceux qui ont eu le privilège d'assister à la remise des conditions de paix aux plénipotentiaires allemands. Pour des raisons que nous ne pouvons pas apprécier, on avait décidé que cet acte solennel serait accompli dans la salle à manger d'un vaste hôtel de Versailles, le « Trianon-Palace ». On a réservé probablement les salons somptueux du château de Versailles pour l'acte final de la Conférence, pour la signature du traité. Le seul inconvénient réel de cet arrangement a été de limiter la presse à un nombre très restreint de places. Les petites puissances n'avaient en tout que dix places de journalistes, en sorte que la presse de notre Royaume n'a pu être représentée que par une seule personne. C'est le journal *La Serbie* qui a eu le privilège d'envoyer son rédacteur assister à l'assemblée du « Trianon-Palace ».

Le décor de la salle était d'une simplicité presque austère. Rien ne révélait extérieurement la solennité de l'acte qui se préparait, et la présence de deux ouvriers menuisiers qui finissaient l'arrangement de la salle indiquait plutôt qu'il s'agissait d'une improvisation hâtive et d'un acte simple à tous les points de vue.

Par hasard, ce fut M. Pachitch, le premier délégué de notre Royaume, qui arriva le premier. L'ancien ministre président de Serbie, celui à qui l'Autriche avait fait remettre le fameux ultimatum de 1914, donnant ainsi le signal de la conflagration générale, cet adversaire tenace du germanisme, s'assit le premier à la table carrée autour de laquelle se rangèrent ensuite les membres de cette assemblée illustre qui allait dicter la paix à la Germanie vaincue. Par une autre coïncidence, les sièges de nos délégués se trouvèrent tout près des délégués allemands, de sorte que les Allemands avaient à leur droite comme premier voisin les trois représentants du Royaume serbo-croato-slovène fraîchement reconnu, dans l'ordre suivant : Vesnitch, Troumbitch, Pachitch.

A trois heures moins cinq, la salle se remplit de délégués alliés et associés. Parmi beaucoup de figures connues, on remarquait aussi MM. Orlando et Sonnino, à la mine contractée et froide. Chacun prit place et peu à peu le silence se fit, dans l'attente de l'arrivée des délégués allemands. Ceux-ci se firent attendre cependant. On expliqua naïvement la chose par le chemin détourné qu'ils devaient

prendre pour arriver sans trop de bruit au « Trianon Palace ». Les journalistes allemands étaient cependant entrés par la porte réservée à la presse et ils profitèrent de ce petit moment d'attente dans le silence pour promener leurs regards interrogatifs et curieux sur le visage des principaux délégués alliés.

Soudain, le doyen des huissiers du ministère des affaires étrangères fit son entrée solennelle par la grande porte latérale par laquelle étaient passés également les délégués alliés et annonça d'une forte voix : « MM. les plénipotentiaires allemands ! » et, précédé de M. William Martin, chef du protocole, apparut le premier plénipotentiaire allemand, comte Brokdorff-Rantzau, suivi de près des autres délégués allemands. Toute l'assemblée se leva et les Allemands confus, après s'être inclinés à gauche et à droite, devant les délégués alliés, et, chose curieuse, devant les représentant de la presse, occupèrent aussitôt leurs places. Lorsque tout le monde fut assis, M. Clémenceau se leva et déclara la séance ouverte. Il prit immédiatement la parole et prononça le petit discours connu qui fit pâlir encore davantage le visage immobile des délégués allemands. Lorsque M. Clémenceau déclara que les Alliés étaient en bon droit de se procurer des satisfactions légitimes et de demander des garanties pour l'avenir, les Allemands se figèrent encore plus dans leur immobilité. La seconde partie du discours de M. Clémenceau produisit une impression plus profonde encore. M. Clémenceau fit connaître, en effet, la procédure adoptée pour la discussion, procédure écrite par excellence, sans contact direct et oral avec les Allemands. Lorsque les Alliés auront examiné les observations faites par la délégation allemande, ils fixeront un autre délai dans lequel, après avoir pris connaissance des décisions alliées, les Allemands seront invités à donner leur réponse définitive. Il ne pouvait donc subsister aucun doute sur la nature générale de la paix. Les Alliés entendent dicter cette paix. C'était la signification de la déclaration de M. Clémenceau.

Après avoir terminé, et pour effacer, au moins au point de vue formel, cette impression de volonté que l'on allait imposer aux agresseurs vaincus, M. Clémenceau demanda, sans s'adresser directement aux délégués allemands, si quelqu'un de la Conférence désirait prendre la parole. Aussitôt, le comte Brokdorff-Rantzau se leva et commença, en allemand, la lecture de sa déclaration.

On a beaucoup parlé de ce diplomate aristocrate

lités qu'est due la création dans la même ville d'une université slave, qui ne compte déjà pas moins de quatre cents étudiants.

C'est le concile qui a répandu en Europe la réputation de Mgr Strossmayer. Au milieu du groupe qui comptait les Darbois, les Dupanloup et une grande partie de l'épiscopat hongrois, il sut se distinguer par son érudition, sa connaissance de la langue latine. Si son éloquence puissante lui obtint l'admiration même de ses adversaires, son indépendance et sa fougue provoquèrent parfois des orages. Un jour qu'il admettait la bonne foi de certains protestants, et que, paraphrasant le mot de saint Augustin : *Errant, sed bona fide errant*, il proclamait les services rendus à la bonne cause par un Leibnitz ou un Guizot, les prélats espagnols crièrent à l'hérétique et manifestèrent leur indignation par de si bruyantes clameurs que le légat dut lui retirer la parole. Le tumulte fut tel que les gendarmes de Mgr Strossmayer, qui l'attendaient dans Saint-Pierre, s'inquiétèrent, voulurent forcer la porte de la salle des séances et accourir au secours de leur maître<sup>1</sup>.

Sitôt arrivé à Diakovo, je me fis conduire au palais épiscopal, longue bâtisse du siècle dernier, attendant à un beau parc d'arbres centenaires. On m'introduisit dans un salon spacieux, et j'avais à peine jeté un coup d'œil sur des tableaux, et j'avais à peine jeté un coup d'œil sur des tableaux, que par l'autre signés Matejko, Cermak, Bukovac, Consoni, que par l'autre porte entra un personnage de grande taille, en soutane et pèlerine noires, et que je reconnus pour l'évêque à sa croix d'or et à son anneau. Il me fit l'accueil le plus empressé. « C'est toujours pour moi une bonne fortune, me dit-il, quand je reçois un Français. Je vous garde; les pandours vont aller chercher vos bagages à l'auberge et vous resterez ici autant qu'il vous plaira. »

Mgr Strossmayer est grand, svelte, nerveux et porte légè-

rement ses soixante-cinq ans. Le regard est plein de finesse, et la physionomie rayonnante de sympathie. Avec ce beau vieillard, qui connaît à fond la langue française et la parle avec élégance, la conversation se mit rapidement en train.

Il m'exposa en quelques mots la situation des Slaves du Sud, Croates, Dalmates, Bosniaques, Serbes, Monténégrins; les efforts qu'ils font pour se rapprocher les uns des autres et ressaisir leur autonomie.

En parlant, Mgr Strossmayer s'anime, insensiblement le causeur fait place à l'orateur et sa parole chaude et vibrante a des élans d'éloquence.

*Nous tenons à reproduire ici les deux lettres suivantes de Mgr Strossmayer en en conservant rigoureusement le texte.*

Mon cher et vénérable ami !

Vous avez eu la bonté de vous souvenir de moi à l'occasion de nouvelle année. Je vous remercie fraternellement. Que le Bon Dieu vous bénisse et toutes vos intentions et entreprises. Je suis vraiment heureux de savoir que vous étiez content chez nous et chez les Slaves de Midi. Oui ! mon cher ami, les Slaves de midi méritent votre affection et votre protection. Je les recommande de nouveaux. Votre chère France trouvera toujours au milieu de nous des amis dévoués à elle l'âme et corps. Nous resterons toujours grates à elle pour sa généreuse et tout à fait désintéressée protection. Que le Bon Dieu la bénisse, et la délivre de toute entrave. Sa situation actuelle me rend un peu pour elle inquiet. Elle est nécessaire au monde. On sent qu'elle est déçue de sa place présidentielle. J'espère cependant qu'elle regagnera le plus tôt possible sa position ancienne et sa prépondérance ancienne. Elle en a usée jusque ici à l'avantage des autres plutôt que de soi-même.

Saluez vos amis nouveaux, s'ils se souviennent de moi.

Si vous passerez peut-être par nos contrées, vous serez toujours reçu chez moi fraternellement.

Agréez l'expression de mes sentiments fraternelles.

18 Janvier 1880.

STROSSMAYER, Evêque.

Monsieur et cher ami,

Vous avez eu la bonté de m'envoyer votre ouvrage. J'ai lu avec toute attention, du à votre renommée littéraire et à la profondeur de vos appréciations historiques.

Vous jugez au juste la situation européenne, et vous prévoyez une guerre qui se prépare contre la Russie, aussi bien come en même temps, contre la France.

Selon mon avis, vous aurez du un peu plus largement expliquer la situation actuelle de notre monarchie et préciser mieux la part, qui y est prise par l'élément mongolique.

Vous aurez peut-être trouvé que cet élément domine aujourd'hui d'une manière presque absolue l'Autriche, et qu'il la pousse fatalement vers une guerre contre la Russie, ce qui fera aussi une guerre contre la France. Ces jours la, j'ai lu dans les journaux, que 200 et plus des mongoles sont venus à Paris pour témoigner leurs sympathies envers la France. Ami de mon ennemi juré, ne peut nullement être mon ami. Contre ce syllogisme il n'y a pas des appels.

Du reste, votre ouvrage est excellent et votre activité salutaire. Votre frère, avec son compagnon, est resté chez moi deux jours.

Agréez l'expression de mes sentiments respectueux.

Diakovo, 8 janvier 1883.

STROSSMAYER, Evêque.

(1) Emile OLIVIER. *L'Eglise et l'Etat au concile du Vatican.*

qui, on doit bien l'avouer, représente avec autorité, l'empire germanique déchu. Lui seul, de tous les délégués allemands, est vraiment une figure importante. Dans toute sa façon, quand il marche, qu'il se tient debout ou bien qu'il parle, une personnalité marquante se révèle sans contredit. En entrant dans la salle de la Conférence, il sut bien se dominer et, malgré l'émotion qui devait l'étreindre à la vue des représentants du monde entier groupés en face de la Germanie vaincue, il marchait lentement, de son pas habituel, cherchant sans lunettes à pénétrer mieux l'atmosphère dans laquelle il se trouvait. Il lut sa déclaration assis et sa voix conserva, tout le temps, le même ton moyen où l'énergie le cédait de temps en temps au sentiment évident de l'impuissance matérielle dans laquelle l'Allemagne se trouvait, de l'aveu de M. Brokdorff lui-même.

La déclaration du premier délégué allemand fut écoutée, non seulement avec attention, mais aussi avec un intérêt évident par tous les assistants. Les passages où les délégués allemands reconnaissent la culpabilité de l'Allemagne et prenaient l'engagement théorique de réparer les torts commis, furent suivis aussitôt par d'autres allégations très discutables, où l'on cherchait à atténuer ces mêmes torts. Ce fut, en somme, un plaidoyer assez habile qui, dans d'autres circonstances, aurait certainement produit son effet, mais qui, à l'heure actuelle, parut bien déplacé. Après tout ce que les Allemands ont fait, et surtout en présence de leur mentalité bien établie, les Alliés ne pourraient pas, sans compromettre la victoire, se montrer sensibles aux arguments tirés d'une idéologie étrangère au monde germanique. Lorsque M. Brokdorff-Rantzau rappela la réponse de M. Lansing à la note allemande du 5 octobre 1918, et insista sur les principes de Wilson, l'illustre président des États-Unis qui écoutait attentivement l'exposé du délégué allemand, ne donna aucun signe d'approbation. Le 7 mai, en effet, était le jour de l'anniversaire du torpillage de la *Lusitania*, et les derniers qui devraient se réclamer des principes de Wilson, ce sont certes les Allemands.

Le discours de M. Brokdorff-Rantzau fut traduit, ensuite, phrase par phrase, par deux traducteurs allemands, en français d'abord, en anglais ensuite. Le traducteur français s'acquitta difficilement de sa tâche, de sorte que seuls ceux qui comprenaient l'allemand purent saisir la vraie pensée du premier délégué de l'Empire allemand. Cette pensée pourrait se rendre à peu près ainsi : L'Allemagne est coupable, mais elle n'est pas seule coupable ; l'Allemagne paiera, mais elle ne pourra pas tout payer, et surtout elle ne pourra pas payer sans le secours et la collaboration des Alliés ; enfin, l'Allemagne est prête à subir la loi du vainqueur, mais elle ne pourra pas accepter une paix qui serait basée uniquement sur la violence. Le délégué allemand n'a fait aucune menace et là même où il défendait la thèse allemande, il le fit plutôt sous la forme d'un appel à l'esprit de justice des Alliés et à l'intérêt qu'ils ont de ne pas voir l'Allemagne s'écraser dans l'anarchie, le bolchévisme et la pauvreté.

Après les discours de M. Brokdorff-Rantzau, la séance fut aussitôt déclarée close. Les délégués allemands sortirent, accompagnés des officiers français. Ce fut tout. L'abîme qui sépare la Germanie du reste du monde est apparu manifestement à ce premier contact des délégués respectifs.

Au fond ce fut un contact bien simple et bien mesuré. Les Alliés entendent garder les mêmes distances pendant toute la durée des conversations et l'on ne peut que les féliciter de cette décision qui montrera au peuple allemand que l'on ne pourra pas oublier si facilement les crimes odieux dont ses fils se sont rendus coupables. Les délégués allemands s'en sont bien rendu compte, et l'abattement qui se lisait sur leurs visages provenait en grande partie de cette constatation douloureuse pour eux, que même après l'armistice et à la veille de la paix, on continuait à ne voir en eux que des représentants *boches* ou des délégués des *Huns*.

POLITICUS.

## Lettres non publiées

III

Paris, 21 avril 1919.

Monsieur le Directeur du *Figaro*,  
Paris.

Monsieur le Directeur,

La réplique de M. Whitney Warren à ma lettre a eu au moins ce double résultat de rapprocher dans une certaine mesure les deux thèses, italienne et serbe, et de préciser d'autre part les points qui nous séparent. Je ne veux pas abuser de votre aimable hospitalité et je me bornerai seulement, pour répondre à M. Warren, à souligner les faits suivants, dans l'ordre même adopté par votre honorable correspondant :

1. La Serbie, qui est le représentant national de tous les Serbes, Croates et Slovènes, non seulement n'a pas signé le traité de Londres, mais elle est restée complètement étrangère à ce traité. Le gouvernement italien avait posé, en 1915, comme condition que la Serbie et le gouvernement serbe ne connussent rien des pourparlers menés entre l'Italie et l'Entente. Et c'est la raison pour laquelle le peuple serbo-croate-slovène n'est nullement disposé à considérer le traité de Londres comme obligatoire. Les Italiens ne contestent pas ce fait et M. Warren ne voudra pas non plus le contester.

Quant aux États-Unis, tout en respectant l'opinion de M. Warren, je regrette de ne pouvoir m'associer à sa façon de voir qui n'est pas non plus partagée par le gouvernement américain. Les délibérations actuelles du Conseil des Quatre ne donnent pas raison à M. Warren.

2. M. Warren accorde aux Yougoslaves le droit de disposer de leur sort, mais il estime qu'en Dalmatie les Yougoslaves ne sont pas chez eux, car ils ne représenteraient que des populations immigrées. M. Warren est évidemment de nouveau dans le tort, mais ce qui importe c'est que sur ce ter-

rain là, nous pourrions arriver à des conclusions déterminantes. Il ne s'agit, en effet, que de démontrer lesquels des deux peuples, des Yougoslaves ou des Italiens, sont des immigrés. C'est une question de fait qui sera tranchée sur la foi des documents historiques. Nous sommes prêts à accepter toute discussion scientifique avec M. Warren sur cette question.

3. En ce qui concerne le plébiscite fait récemment en Dalmatie, si M. Warren doute de sa validité, rien n'est plus facile que de le répéter. Notre délégation a fait une demande formelle dans ce sens-là. On pourrait faire la même remarque au sujet des arguments de M. Warren concernant les statistiques autrichiennes. Un nouveau recensement nous édifierait d'une façon objective sur ce point.

4. Quant à Fiume et à son statut particulier sur lequel insiste M. Warren, votre honorable correspondant n'ignore certainement pas, en bon historien, que des villes maritimes jouissaient au moyen âge, en raison de leur situation politique et commerciale spéciales, d'une organisation autonome particulière. Tel était aussi le cas de Fiume. Aujourd'hui que, dans tous les pays, les villes font un avec les campagnes, que les deux sont soumises en principe à la même souveraineté, il n'y a aucune raison plausible de séparer Fiume de l'organisme naturel dont elle fait partie, c'est-à-dire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Fiume est pour notre Royaume la base de notre développement commercial et maritime. Pour l'Italie, elle ne représente qu'une question de prestige et d'expansion.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, avec mes remerciements, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Dr L. MARCOVITCH.

IV

*Interview du Prof. L. Marcovitch, publiée incomplètement par la Démocratie Nouvelle*

La question serbe ou yougoslave est examinée actuellement et conjointement avec les prétentions italiennes dans l'Adriatique. Notre problème ne se rapporte pas uniquement à l'Adriatique, et il n'est pas exclusivement d'ordre territorial. En premier lieu nous insistons sur la responsabilité de l'Allemagne et de ses complices, responsabilité criminelle et pécuniaire. Notre délégation estime qu'il n'est que trop juste que les agresseurs payent tous les frais de leur entreprise sanglante. Sur ce point-là, nous sommes complètement d'accord avec la France.

En ce qui concerne les réparations, on sait que les dommages causés à la Serbie sont énormes. Nous réclamons bien entendu une réparation intégrale, avec le même droit de préférence que l'on a accordé à tous les pays qui ont été envahis. Notre note est respectable, car nous avons eu le malheur d'être pillé et ravagé par deux grandes puissances : l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, et par une tierce puissance, petite en surface, mais plus raffinée et plus atroce dans la manière dont elle a détruit tous nos biens. Cette puissance, c'est la Bulgarie. Toutes trois doivent payer solidairement les dommages causés.

En ce qui concerne nos frontières, nous avons l'espoir que la Roumanie s'apercevra au dernier moment de l'erreur commise par elle en demandant le Banat serbe, et que la délimitation de ce côté-là se fera sans aucun égard au traité de Bucarest de 1916. Le point noir à l'horizon sudslave, c'est la question adriatique. Mais, remarquez bien que cette question ne se résume pas dans le problème de Fiume. La Conférence se trouve en présence de deux thèses opposées. Nous réclamons les territoires habités par notre peuple ; nous les réclamons à cause de notre peuple et pour notre peuple. Nous ne demandons rien qui ne serait à nous par la volonté expresse de la population. L'Italie, au contraire, a formulé des revendications qui sont basées, non pas sur des raisons ethniques, mais sur des arguments d'ordre géographique, historique, stratégique, etc., de sorte qu'une conciliation paraît impossible. Pour nous, il s'agit non seulement de Fiume qui est d'une importance vitale pour notre développement économique, mais de l'Istrie, du district de Gorica, des îles, en un mot de toutes les régions habitées par notre race. La ligne de démarcation entre notre peuple et l'Italie est très nette. On nous accuse de mégalo-manie, mais je vous le demande, peut-on qualifier de mégalo-mane un peuple qui propose l'arbitrage dans cette question ? Tout le monde sait que tout arbitrage comporte des risques. Nous avons eu recours aussi à un autre moyen. Nous avons proposé le plébiscite, la consultation des régions intéressées. Nous avons proposé ce mode de règlement aux Roumains, nous l'avons proposé l'autre jour aux Italiens.

Quelques Italiens nous demandent, il est vrai, pourquoi nous n'acceptons pas le plébiscite dans notre différend avec la Bulgarie. La raison en est bien simple : les Bulgares sont nos ennemis, ils nous ont attaqués, ils ont cherché à nous anéantir. Les Italiens, eux, sont nos alliés.

Nous sommes bien surpris de constater que le public français perd de vue l'importance qu'a l'Adriatique pour la paix future du monde. L'Adriatique est visée par l'Allemagne, et ce n'est qu'avec les forces réunies italiennes et slaves que l'on réussira à barrer la route au germanisme. La politique actuelle de l'Italie repose sur l'idée que l'Italie seule suffit à garder l'Adriatique. Ce fardeau nous semble, à nous, trop lourd pour les épaules italiennes, et les Alliés commettraient un grave erreur s'ils appuyaient cette autosuggestion italienne. Toute politique qui repousserait l'aide et le concours sud-slaves dans la défense contre l'avance germanique, serait une politique à courte vue, étant donné que les Slaves sont au moins aussi intéressés que les Latins à voir éloigner l'Allemagne de l'Adriatique.

1 Non seulement les Croates de Fiume, mais aussi les habitants de Bakar étaient, à cette époque, les partisans de la politique de la Hongrie contre l'Autriche, ainsi qu'un grand nombre de Croates du district de Zagreb, la capitale.

# La question de Riéka (Fiume)

Liberté ou servitude

Dans la question de Fiume, la crise est arrivée à son point culminant, et l'intervention énergique du président Wilson prouve que sa solution n'est pas aussi aisée que l'auraient désiré quelques italophiles acharnés. Que signifie l'attitude de M. Wilson ? Elle montre qu'il s'est rendu compte de l'énorme importance de cette ville pour l'existence du nouveau royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et qu'il a clairement compris aussi ce que veulent les Italiens par l'occupation de Fiume.

Disons d'abord qu'au point de vue ethnique, le droit de l'Italie sur Fiume est très contestable, nul même, si l'on veut être juste. Les 24.000 Italiens de Fiume ont en face d'eux 27.000 Yougoslaves dans la ville même, y compris la bourgade-faubourg de Sussak, qui est inséparable d'elle, et une centaine de mille Yougoslaves en masse compacte dans son voisinage immédiat. La question se pose donc de savoir si le droit de 24.000 l'emporte sur celui de plus de 100.000 âmes.

Mais Fiume a une autre signification. Au point de vue économique, elle joue un rôle, tant pour nous que pour l'Italie, mais un rôle qui se présente sous un jour différent. Fiume est le seul débouché maritime qui puisse servir à l'activité commerciale de notre pays, qui aura environ 250.000 kilomètres carrés de superficie et environ 12 millions d'habitants. On nous objecte que la Dalmatie a de nombreux ports parfaitement capables d'assurer notre trafic. Il y a, en effet, plusieurs ports en Dalmatie. Mais s'est-on jamais demandé ce qu'ils valent ? Toute la Dalmatie n'a qu'une seule ligne à voie étroite qui la relie à l'hinterland. Ses ports sont tels que la nature les a créés. Pour qu'ils puissent devenir des débouchés capables de desservir le grand commerce et non seulement le trafic côtier, il faudrait l'activité de deux générations et des frais qui, dans la situation actuelle de notre développement économique, équivaldraient à une opération ruineuse non seulement pour nous, mais encore pour nos arrière-petit-fils.

Les Italiens contestent l'importance de Fiume pour notre vie économique, en faisant ressortir que, tout dernièrement, la participation de la Croatie dans le trafic global de Fiume n'atteignait que le 7 %. Mais c'est justement parce que leur participation dans ce trafic fut si petite que les Yougoslaves s'acharnent à demander Fiume, car leur abstention dans le trafic de Fiume n'était pas volontaire, mais elle était due à ceux qui les opprimaient et contre la domination de qui ils se sont levés.

On sait que l'une des principales causes de notre mécontentement national sous la domination autrichienne vient de l'oppression économique. L'Autriche-Hongrie, par tous les moyens qui sont à la disposition des maîtres, nous obligeait à lui livrer nos produits agricoles en échange de sa camelote fabriquée. Les tarifs des douanes, des chemins de fer et de la navigation furent établis de façon que l'exploitation de nos richesses et de notre travail lui fût mieux assurée. L'Autriche nous dictait les prix de nos produits et, au moyen des taxes, élevait un mur autour de nous, mur que nous ne pouvions pas franchir. Grâce à cet asservissement économique méthodique, nous ne paraissions pas sur le marché mondial. Et c'est justement cette situation qui nous a fait mettre toutes nos forces en balance pour nous délivrer de l'opresseur.

Les Italiens ont encore un argument que reproduisent de grands journaux, sans qu'ils se soucient de savoir si leurs affirmations ne sont pas absurdes. Pour démontrer la valeur inférieure de Fiume, ils disent que ce port n'avait, en 1913, que 92.000 tonnes d'importation et 1.100.000 tonnes d'exportation, tandis que le mouvement du tonnage des ports yougoslaves était de 12 millions de tonnes. Qui-conque se donnera la peine d'y réfléchir un peu, se convaincra facilement de l'absurdité d'une telle affirmation : Fiume, qui desservait un pays de 20 millions d'âmes, pourvu d'un réseau ferroviaire parfait, ayant un commerce de 2 millions de tonnes, tandis que les ports dalmates qui ne comptent que 650.000 habitants et ne possèdent qu'un voie ferrée à voie étroite avec l'hinterland, auraient eu 12 millions de tonnes de trafic !

Voici comment les gens de mauvaise foi sont arrivés à ces chiffres : la statistique maritime autrichienne enregistre le tonnage des vapeurs parcourant les lignes postales dalmates, tonnage qui se repère à chaque voyage et à tous les ports auxquels ils touchent selon l'itinéraire établi, de sorte qu'un vapeur de 2000 tonnes, vide ou chargé, allant de Cattaro à Trieste, a son tonnage repéré à Gruz, Split, Sibenik et Zadar, et cela pour tous les voyages effectués dans le courant de l'année. Voilà

la source des 12 millions de tonnes dalmates ! Les Italiens nous disent que nous voulons Fiume pour des raisons économiques empiétant sur les droits d'autodisposition des peuples. Mais nous verrons que l'Italie, en demandant Fiume, n'envisage pas moins que nous l'intérêt économique, mais, chez elle, cet intérêt se présente sous la forme de l'impérialisme exploitateur le plus pur.

Le *Giornale d'Italia* du 8 janvier publiait des déclarations du maire de Trieste, M. Valerio. Les vues de M. Valerio jettent un jour complet sur la voie que suivent les Italiens dans leurs revendications relatives à la côte orientale de l'Adriatique. M. Valerio demande Fiume pour des raisons économiques. Il affirme que l'Italie est assurée d'un grand avenir dans le domaine économique si elle obtient Trieste et Fiume, car, une fois en possession de ces deux ports, elle attirerait à elle tout le commerce de l'Europe centrale et d'une grande partie des Balkans. Trieste ne perdrait rien si Fiume était rattachée à l'Italie, mais si l'Italie n'obtenait pas Fiume, Trieste souffrirait au point de vue économique, car Fiume absorberait une grande partie du trafic. « Quand ces deux villes — dit-il — nous appartieront, elles se compléteront. Ayant le monopole pour tous les produits de l'hinterland, elles réaliseront le désir de l'Italie de conquérir économiquement l'Orient. »

Il suffit de jeter un regard sur la carte pour se persuader de la vérité des affirmations de M. Valerio. En effet, le désir de l'Italie de s'installer dans les deux ports de l'Adriatique orientale, qui sont les seuls débouchés de l'Europe centrale et d'une partie des Balkans, n'est que le désir le plus clair de l'exploitation économique de tous ces pays. Peut-on le nier ?

L'Italie veut s'assurer l'exclusivité de contrôle du commerce des pays en question. Elle ne se contente pas d'asservir la Yougoslavie, elle jette des regards sur l'Orient, où elle veut prendre la place de l'Autriche et de l'Allemagne. Ainsi, derrière son délire patriotique affolé se cache l'esprit mercantile le plus pur, qui nous choisit pour ses premières victimes.

M. Wilson, qui n'est pas seulement un politicien, mais un homme comprenant les nécessités économiques, a saisi merveilleusement le fond de la question. Il sait très bien que l'avenir de l'Europe ne sera délivré de cauchemars que si le règlement final se fait réellement dans un esprit de justice. Croit-on donc que nous, jeune peuple qui a montré avec intrépidité sa volonté de vivre sans tuteurs, nous nous accommoderions de nouveaux maîtres ? Tous ceux qui discutent de ces choses doivent savoir que la question de Fiume se ramène à celle de notre liberté ou de notre nouvelle servitude. Qu'on résolve la question comme on voudra, mais qu'on sache que personne ne pourra nous obliger à courber de nouveau la tête devant un nouveau maître.

En demandant Fiume, les Italiens demandent la consécration mondiale de leur droit à nous exploiter. Telle est la question de Fiume.

Dr L. POPOVITCH.

## Une mission serbe en Ukraine

*Le bureau ukrainien de Lausanne nous télégraphie :*

Une mission serbe, présidée par M. Popovitch, est arrivée à Rovno afin de nouer des relations avec le gouvernement ukrainien. Le chef de la mission fut reçu par les représentants du gouvernement auxquels il exprima les sympathies du gouvernement serbe pour l'Ukraine dans sa lutte contre les bolchéviques.

## La faillite de la politique Orlando-Sonnino

*L'annonce des alliances franco-britannique et franco-américaine, prévues par le traité de paix sous la réserve de l'approbation des parlements respectifs, signifie l'échec de la politique artificielle du bloc latin. Le rapprochement franco-anglo-américain dont notre collaborateur Politicus nous informait dans sa lettre du 23 avril qui nous est parvenue trop tard et que nous ne publions qu'aujourd'hui, ce rapprochement est un fait historique capital, dont l'importance saute aux yeux. Pour l'Italie, c'est le tiasco le plus éclatant de sa politique égoïste et grand-mane. Nous en reparlerons dans notre prochain numéro.*